

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
14 septembre 2009
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-troisième session
Points 13 et 18 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-quatrième année

**Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

**Lettre datée du 11 septembre 2009, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur des actes auxquels la République d'Arménie s'est livrée récemment au mépris de la Charte des Nations Unies et des principes fondamentaux du droit international.

Les médias ont rapporté que le Président arménien Serzh Sargsyan s'était rendu dans les territoires occupés de la République d'Azerbaïdjan au début du mois de septembre 2009. Le but de sa visite était de participer à des manifestations organisées à l'occasion de la « Journée de l'indépendance » de l'entité séparatiste que l'Arménie a établie illégalement dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan. En même temps, le Ministre arménien des affaires étrangères, M. Edward Nalbandian, et des diplomates arméniens de haut rang se sont rendus dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan dans le cadre des rencontres annuelles des chefs de missions diplomatiques en Arménie.

Dans son discours de bienvenue, le Président Sargsyan a prétendu que l'entité séparatiste établie illégalement par l'Arménie dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan n'était rien de moins qu'un « État à part entière [...] incarnant les idéaux de liberté, de souveraineté et de démocratie... ». Il a assuré à tous les Arméniens que « Le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh se fondera[it] d'abord et avant tout sur le consentement et le libre arbitre du peuple d'Artsakh ». Dans ce contexte, le Président arménien a déclaré en outre que « la République d'Arménie et la nation arménienne tout entière étaient et continueraient d'être les alliés indéfectibles de l'Artsakh ».

Mon gouvernement considère que ces visites dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan et ces propos belliqueux sont un défi ouvert aux efforts visant à



obtenir dans les plus brefs délais un règlement politique du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

En réalité, l'Arménie s'est efforcée une nouvelle fois de justifier sa politique annexionniste et d'induire en erreur la communauté internationale en déformant de manière éhontée des faits concernant l'origine et les caractéristiques d'une entité séparatiste subordonnée et construite sur des critères ethniques, que le monde refuse de reconnaître.

La visite rituelle que tous les responsables et diplomates arméniens de haut rang dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan pour commémorer les événements qui ont déclenché la guerre à grande échelle entre les deux États et causé des souffrances humaines incalculables, montre que l'Arménie élude ses responsabilités les plus élémentaires et les plus impérieuses et préfère l'escalade aux conséquences imprévisibles.

Il n'est pas exagéré de dire qu'en prenant soin du « libre arbitre » des seuls Arméniens du Haut-Karabakh tout en refusant de reconnaître les droits de l'ensemble du peuple d'Azerbaïdjan et de ceux qui ont été déplacés de force, la République d'Arménie continue de mener une politique caractérisée par le mépris du droit international et visant à créer une culture monoethnique dans les territoires occupés d'Azerbaïdjan.

Il est essentiel de rappeler à cet égard que le Conseil de sécurité a constamment réaffirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ainsi que l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force. Il a par ailleurs reconnu que le Haut-Karabakh faisait partie de l'Azerbaïdjan et demandé à plusieurs reprises que les forces occupantes se retirent immédiatement, intégralement et sans conditions de tous les territoires occupés de l'Azerbaïdjan. En outre, l'Assemblée générale a expressément réaffirmé dans sa résolution 62/243 du 14 mars 2008, intitulée « La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan », que le règlement du conflit devait se fonder sur le respect et la promotion de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

En d'autres termes, il est internationalement reconnu que des territoires de l'Azerbaïdjan sont sous occupation et que l'Arménie a activement contribué à créer et à entretenir cette situation. L'occupation par la force du Haut-Karabakh et des régions voisines constitue une violation flagrante de l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan par la République d'Arménie.

En conséquence, la communauté internationale a déclaré nulle « l'indépendance » de l'entité ethnique dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan. Aucun acte de l'Arménie, Puissance occupante, ou du régime séparatiste à sa solde dans les territoires occupés ne peut influencer sur le statut juridique de ces territoires, qui demeurent donc azerbaïdjanais au regard du droit international.

La République d'Arménie doit comprendre pour son propre bien, dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et d'une coopération mutuellement bénéfique à long terme dans la région, qu'il n'y a pas d'autre solution que le règlement du conflit fondé sur le respect de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan. La République d'Azerbaïdjan n'acceptera jamais une solution qui remettrait en cause son intégrité territoriale, ferait fi des droits de son peuple et légaliserait le statu quo actuel.

Aujourd'hui plus que jamais, il faut mener des actions conjointes et concrètes pour répondre aux menaces et aux défis majeurs qui pèsent sur les fondements de l'ordre juridique international, affaiblissent l'unité nationale et la stabilité des États et ravivent l'indifférence envers les droits de l'homme et le mépris de ceux-ci. Nous devons rejeter catégoriquement tout gain obtenu par l'usage de la force et le nettoyage ethnique, contraire aux principes et idéaux de paix, de démocratie, de stabilité et des relations amicales.

À cet égard, l'Azerbaïdjan compte que les États Membres sauront convaincre l'Arménie de mettre fin à sa politique destructrice, de respecter les normes et les principes communément admis du droit international et de négocier de bonne foi pour trouver une issue au conflit dans les plus brefs délais.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 13 et 18 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
Agshin Mehdiyev
